



CJPMO demande la démission de la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, Pascale Déry, en raison de la répression de la liberté académique

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2025

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

Montréal, le 27 février 2025 – Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO) demande la démission immédiate de la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, Pascale Déry, suite à ses tentatives répétées d'étouffer la liberté académique et de faire taire les discussions critiques sur la Palestine. CJPMO condamne [l'ingérence](#) politique répétée de la ministre Déry visant le contenu sur la littérature palestinienne et la Nakba aux collèges Vanier et Dawson, ainsi que son « [enquête](#) » connexe, qui vise à supprimer l'expression pro-palestinienne sur ces campus.

« Les actions de la ministre Déry constituent une attaque directe contre la liberté académique et une escalade alarmante de l'ingérence politique dans l'enseignement supérieur », a déclaré Michael Bueckert, président intérimaire de CJPMO. « Ses tentatives de contrôler la discussion sur la Palestine et de dicter les limites de la recherche universitaire sont inacceptables dans une société démocratique. Tout ce qui n'est pas une démission représente une menace permanente pour la liberté académique au Québec ».

CJPMO se joint [à un nombre croissant de groupes de la société civile](#) pour condamner l'ingérence politique inappropriée du ministre Déry. CJPMO croit également que le ministre est en conflit d'intérêts en tant qu'ancien membre du conseil d'administration de l'organisme de lobbying pro-israélien CIJA-Québec, qui s'est attribué le [mérite](#) d'avoir déclenché l'enquête sur les collèges Dawson et Vanier. Étant donné les preuves de plus en plus nombreuses que M. Déry agit de façon contraire à l'éthique, CJPMO demande au ministre Déry de démissionner immédiatement.

« Il ne s'agit pas d'assurer la sécurité des campus, mais de réduire au silence les perspectives palestiniennes dans un contexte de génocide », a ajouté M. Bueckert. « En utilisant sa position pour intimider les universitaires et les institutions, la ministre Déry viole les principes fondamentaux de l'enseignement supérieur. Si elle refuse de respecter l'indépendance des universités québécoises, elle doit démissionner. »

CJPMO demande aux institutions académiques du Québec de résister aux pressions politiques et de respecter leur engagement envers la liberté académique. L'organisme demande également au premier ministre François Legault de prendre des mesures immédiates pour protéger l'enseignement supérieur de l'ingérence politique et de s'assurer

que les universités et les collèges demeurent des lieux de débat ouvert et critique.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec Michael Bueckert, président intérimaire, CJPMO : 613-315-7947 ou michael.bueckert@cjpme.org

[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2025

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca